

Service prévention des risques techniques

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL portant mise en demeure à l'encontre de
la société DELORME SAS de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral
du 15 mai 2024 relatif à l'exploitation de la carrière située au lieu-dit " Bois Feuillet"
sur le territoire de la commune d'Orange (84)**

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

- VU** le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-8 et L. 511-1 ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu** le décret du 14 février 2024 publié au journal officiel du 15 février 2024, portant nomination de M. Thierry SUQUET, en qualité de préfet de Vaucluse ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières,
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitutions de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement,
- VU** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 15 mai 2024 autorisant la Société DELORME SAS à exploiter une carrière au lieu dit « Bois Feuillet » sur le territoire de la commune d'ORANGE (84) ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 04 mars 2024 donnant délégation de signature à Madame Sabine ROUSSELY, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 décembre 2024, concernant l'inspection du 20 novembre 2024, réalisée sur la carrière située au lieu-dit « Bois Feuillet », exploitée par la société Delorme SAS à Orange ;
- VU** l'absence d'observations formulées par l'exploitant sur les rapports de visite de l'inspection des installations classées susvisés,

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral 15 mai 2024 susvisé impose à :

- l'article 1.5.3, que l'exploitant transmette au Préfet, dans un délai d'un mois à compter de sa notification, le document attestant de la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé ;
- l'article 2.1.2, que l'exploitant place, préalablement à la mise en exploitation, des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et le cas échéant, des bornes de nivellement ;
- l'article 2.1.3, que le périmètre d'autorisation soit ceinturé par une clôture efficace ou par tout dispositif équivalent et continu dont le franchissement implique un acte volontaire ;
- l'article 2.1.3, que l'exploitant mette en place une signalisation verticale aux points d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique, indiquant notamment les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre ;
- l'article 2.1.5, que l'exploitant, avant le début de l'exploitation, mette en place les aménagements préliminaires définis à l'article 2.1 de son arrêté d'autorisation et dès que ces aménagements ont été réalisés, notifie au préfet et au maire des communes concernées la mise en service de l'installation ;
- l'article 3.2.4, que l'exploitant prenne une série de dispositions pour prévenir et limiter les envols de poussières, telles que :
 - la réalisation d'un revêtement par un enrobé bitumineux ou équivalent des pistes fixes ;
 - les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par des bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- l'article 4.4.2 que, d'une part, l'installation dispose d'une aire bétonnée pour le stationnement des engins reliée à un séparateur à hydrocarbures et d'autre part, qu'aucune cuve de stockage de carburant ne soit présente sur la carrière (hormis les réservoirs des engins nécessaires à l'exploitation) ;
- l'article 7.5.2, que l'installation soit dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, notamment :
 - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local;
 - d'extincteurs à poudre de 9 kg dans les véhicules ;
 - d'un point d'eau naturel ou artificiel type réserve incendie offrant une capacité de 120 m³ minimum.
- l'article 7.5.3, que l'exploitant dispose d'un bassin étanche de récupération des eaux d'extinction issues d'un incendie des installations de traitement de matériaux, répondant aux dispositions de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 susvisé ;

- l'article 7.5.2, que tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols soit associé à une capacité de rétention ;
- l'article 3.3.2, que l'exploitant :
 - assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières par la méthode des jauges de retombées ;
 - mette en place un plan de surveillance, conformément à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé ;
- l'article 3.3.3, que l'exploitant réalise de campagne de suivi des retombées de poussières par la méthode des jauges ;
- l'article 3.3.6, que l'exploitant fasse réaliser par un organisme accrédité des mesures des concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations les plus proches et des établissements sensibles, dans les trois mois suivants la mise en service de l'installation ;
- l'article 4.5.3.1, que l'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué a minima de 3 piézomètres et 1 forage ;
- l'article 4.5.3.3, que l'exploitant en chaque point du réseau de surveillance des eaux souterraines, prélève des échantillons tous les semestres et assure le contrôle d'une série de paramètres physico-chimiques.

CONSIDÉRANT que, lors de l'inspection du 20 novembre 2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant n'a pas :

- transmis au Préfet dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêté du 15 mai 2024, le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012, conformément aux dispositions de l'article 1.5.3 précité ;
- mis en place, préalablement à la mise en exploitation, des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et le cas échéant, des bornes de nivellement, conformément aux dispositions de l'article 2.1.2 précité ;
- ceinturé l'ensemble du périmètre d'autorisation soit par une clôture efficace ou par tout dispositif équivalent, conformément aux dispositions de l'article 2.1.3 précité ;
- mis en place une signalisation verticale aux points d'entrée dans le périmètre d'autorisation depuis la voie publique, indiquant notamment les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre, conformément aux dispositions de l'article 2.1.3 précité ;
- mis en place les aménagements préliminaires définis à l'article 2.1 de son arrêté d'autorisation avant le début de l'exploitation, ni notifié au préfet et au maire d'Orange la mise en service de l'installation, conformément aux dispositions de l'article 2.1.5 précité ;

- pris l'ensemble des dispositions requises pour prévenir et limiter les envols de poussières, conformément aux dispositions de l'article 3.2.4 précité, telles que :
 - la réalisation d'un revêtement par un enrobé bitumineux au niveau de la voie principale d'accès à la carrière ;
 - la mise en place d'un dispositif d'aspersion ou équivalent, afin de maîtriser les envols de poussières des chargements non bâchés sortant de l'installation ;
- construit une aire bétonnée pour le stationnement des engins, reliée à un séparateur à hydrocarbures, ni supprimé les cuves de stockage de carburant, conformément aux dispositions de l'article 4.4.2 précité ;
- doté son installation de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, conformément aux dispositions de l'article 7.5.2 précité, notamment :
 - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
 - d'extincteurs à poudre de 9 kg dans les véhicules ;
 - d'un point d'eau naturel ou artificiel type réserve incendie offrant une capacité de 120 m³ minimum.
- construit un bassin étanche de récupération des eaux d'extinction issues d'un incendie des installations de traitement de matériaux, répondant aux dispositions de l'article 21-III de l'arrêté ministériel du 26/11/2012, conformément aux dispositions de l'article 7.5.3 précité ;
- associé une capacité de rétention pour tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sol, conformément aux dispositions de l'article 7.5.2 précité ;
- assuré une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières par la méthode des jauges de retombées, ni mis en place un plan de surveillance, conformément aux dispositions de l'article 3.3.2 précité ;
- réalisé de campagne de suivi des retombées de poussières par la méthode des jauges , conformément aux dispositions de l'article 3.3.3 précité ;
- fait réaliser par un organisme accrédité des mesures des concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations les plus proches et des établissements sensibles, dans les trois mois suivants la mise en service de l'installation, conformément aux dispositions de l'article 3.3.6 précité ;
- mis en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué a minima de 3 piézomètres et 1 forage, conformément aux dispositions de l'article 4.5.3.1 précité ;
- effectué un suivi semestriel en chaque point du réseau de surveillance des eaux souterraines prescrit par son arrêté d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article 4.5.3.3 précité.

CONSIDÉRANT que les constats effectués le 20 novembre 2024 sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, par conséquent, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, il y a lieu de mettre en demeure la société Delorme SAS de régulariser la situation de son activité de carrière, en respectant les dispositions des articles 1.5.3, 2.1.2, 2.1.3, 2.1.5, 3.2.4, 3.3.2, 3.3.3, 3.3.6, 4.4.2, 4.5.3.1, 4.5.3.3, 7.5.2 et 7.5.3 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations,

Article 1er

La société Delorme SAS, dont le siège social est situé 375, allée du Luberon – ZA Prato III - 84210 PERNES LES FONTAINES, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.5.3, 2.1.2, 2.1.3, 2.1.5, 3.2.4, 3.3.2, 3.3.3, 3.3.6, 4.4.2, 4.5.3.1, 4.5.3.3, 7.5.2 et 7.5.3 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé, conformément aux dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement, pour sa carrière située au lieu-dit « Bois feuillet » sur la commune d'Orange.

Afin de répondre aux dispositions de la présente mise en demeure, l'exploitant :

- **sous 1 semaine** à compter de la notification du présent arrêté, transmet à monsieur le Préfet l'acte de cautionnement prescrit à l'article 1.5.3 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé ;
- **sous 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté :
 - complète la signalisation verticale du site, afin de présenter les règles essentielles de la circulation des véhicules au sein du périmètre d'autorisation et les balisages à suivre, conformément aux dispositions de l'article 2.1.3 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé ;
 - transmet à monsieur le Préfet le plan de surveillance des retombées de poussières, conformément aux dispositions de l'article 19.5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 et de l'article 3.3.2 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé ;
- **sous 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté :
 - complète la clôture de l'ensemble du périmètre d'autorisation, conformément aux dispositions de l'article 2.1.3 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé ;
 - met en place une rampe ou un dispositif équivalent pour éviter l'envol de poussières des chargements non bâchés, contenant des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm, conformément aux dispositions de l'article 3.2.4 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé ;
 - débute la première campagne de surveillance des retombées de poussières par la méthode des jauges, conformément aux dispositions des articles 19.5 à 8 de l'arrêté

ministériel du 22 septembre 1994 et de l'article 3.3.3 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé. Il transmet à monsieur le Préfet, **sous 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté, le relevé de cette première campagne de mesure ;

- communique à monsieur le Préfet le bon de commande de l'organisme accrédité retenu pour la réalisation des mesures des concentrations en poussières, requises à l'article 3.3.6 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé, préalablement à la réalisation de la campagne de mesures à effectuer lors des prochaines opérations de décapage et d'extraction de matériaux ;
- transmet à monsieur le Préfet le compte-rendu relatif à la réalisation des deux piézomètres supplémentaires, tels que requis par l'article 4.5.3.1 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé ;
- **sous 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté :
 - transmet à monsieur le Préfet le plan de bornage de l'ensemble du périmètre d'autorisation du site, conformément aux dispositions de l'article 2.1.2 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé ;
 - notifie la mise en service à monsieur le Préfet et à monsieur le maire d'Orange, conformément aux dispositions de l'article 2.1.5 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé ;
 - transmet à monsieur le Préfet en application de l'article 7.5.2 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé :
 1. le procès-verbal de réception par le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la réserve incendie de 120 m³ ;
 - le plan des locaux à destination du SDIS ;
 - la photographie des extincteurs 9kg installés sur les engins ;
 - effectue une campagne de mesures sur les 4 ouvrages de suivi du site, pour l'ensemble des paramètres requis, conformément aux dispositions de l'article 4.5.3.3 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé. Il transmet à monsieur le Préfet, **sous 4 mois** à compter de la notification du présent arrêté, les résultats de cette première campagne de mesure.
- **sous 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté :
 - effectue les travaux de réfection de la voirie en enrobé à l'entrée de la carrière, conformément aux dispositions de l'article 3.2.4 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé ;
 - supprime les deux cuves de stockage d'hydrocarbures et met en place une aire bétonnée pour le stationnement des engins, reliée à un séparateur à hydrocarbures, conformément aux dispositions de l'article 4.4.2 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé ;

- met en place un bassin étanche de récupération des eaux d'extinction issues d'un incendie des installations de traitement de matériaux, conformément aux dispositions de l'article 7.5.3 de son arrêté d'autorisation du 15 mai 2024 susvisé.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du Code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes – 16 avenue Feuchères – CS 88 010 – 30 941 NÎMES cedex 09 :

- par les tiers intéressés dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr .

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

Article 4 : Mesures de publicité

En vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Carpentras, le directeur départemental de la protection des populations, le maire d'Orange, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement PACA, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant par le SPRT.

Avignon, le 20 janvier 2025
Pour le préfet,
La secrétaire générale

Signé : Sabine ROUSSELY